



Ministère du Pouvoir Populaire pour les Affaires Etrangères

Bulletin Hebdomadaire / 10 décembre 2021



SUJET DE LA SEMAINE

Le Venezuela s'oriente vers de nouvelles méthodes de gestion populaire

Après la prestation de serment des gouverneurs et des maires élus le 21 novembre dernier, une nouvelle étape s'ouvre au Venezuela visant à renouveler et à consolider les méthodes de gestion du gouvernement afin d'améliorer les conditions de vie de la population, qui subit l'impact du blocus criminel et illégal imposé à la nation, et de jeter les bases de la croissance économique qui a débuté en 2021.

Pour atteindre ces objectifs, il est essentiel de gouverner avec le peuple. «Les autorités élus ne peuvent pas se détacher de la rue ni des communautés», a déclaré le président de la République, Nicolás Maduro, qui a installé cette semaine un atelier de travail avec des gouverneurs et des maires. Le chef de l'État a proposé l'élaboration d'un vaste processus de planification nationale pour les années 2022, 2023 et 2024, qui établit par le biais d'un programme d'action concret les tâches prioritaires pour améliorer les services publics, rendre durable la reprise économique du pays et renforcer le système de justice sociale créé par la révolution bolivarienne.

Renforcement des services

L'une des tâches centrales de cette étape est la récupération et l'amélioration du système des services

publics, qui tiendra compte des réalités des différentes régions du pays afin de mettre en oeuvre des programmes concertés et réalisables. Dans un premier temps, en fonction des besoins particuliers de chaque entité fédérale, des plans spéciaux ont été approuvés pour accorder une attention urgente aux services de transport, à l'approvisionnement en eau, aux infrastructures éducatives et à la santé, entre autres domaines.

Parallèlement à ces actions, d'autres mécanismes sont à l'étude, comme la décentralisation des services publics et l'incorporation du pouvoir populaire dans leur gestion, qui seront analysés au sein du Conseil fédéral de gouvernement, organe d'évaluation et de promotion des projets dans les gouvernorats et les municipalités.

Pour cela, est en étude la décentralisation des services et le fait de donner plus d'autonomie aux bureaux des gouverneurs et des maires, pour améliorer la gestion dans ce secteur.

Pour une bonne gouvernance

La gestion du gouvernement doit être basée sur l'échange avec les communautés et les porte-parole populaires, qui offrent des informations de

première main pour détecter les besoins et les solutions. Dans ce sens, il est proposé d'incorporer le dénommé 1x10 de bonne gouvernance, inspiré d'une méthode de mobilisation politique, comme outil d'articulation avec les porte-parole populaires, qui permettra aux autorités -nationales, régionales et municipales- d'être en connexion permanente avec les communautés.

«C'est une nouvelle époque de changement, et nous devons changer notre méthode politique», c'est pourquoi le 1x10 de bonne gouvernance doit être assumé «comme le plus grand mécanisme sociopolitique pour gouverner avec le peuple», a déclaré le Président.

Reprise économique

L'une des priorités de la nouvelle administration est également de relancer la croissance économique, qui a débuté en 2021. Dans ce sens, les gouverneurs sont appelés à promouvoir des alliances visant à augmenter la capacité productive de leurs entités fédérales et, avec cela, à disposer de plus de ressources pour continuer à récupérer le bien-être social des Vénézuéliens.

Pour atteindre ces objectifs, le Président a réaffirmé sa volonté et son engagement total : «Nous avons vaincu les ingérences criminelles des agressions impérialistes et nous continuerons d'avancer dans les mois et années à venir».

PHOTO : COURTOISIE

DANS CETTE ÉDITION

DIPLOMATIE

- Reconnaissance à l'ONU

BRÈVES

- Un défenseur de la paix

LES CAPSULES DES IDÉES

- «...noble lutte pour les droits humains...»

RÉVOLUTION EN MOUVEMENT

- Une participation exceptionnelle à Cali

CONTRE LE BLOCUS

- L'UE minimise sa responsabilité dans le blocus

LE PAYS EN IMAGES

- Guaicaipuro, le grand chef

LE COEUR D'UN PEUPLE

- La loyauté envers un géant

RACINES HÉROÏQUES

- La gloire d'Ayacucho

LES FAKE NEWS DÉVOILÉES

- Les contradictions de Twitter



DIPLOMATIE

L'Assemblée Générale des Nations Unies ratifie la reconnaissance du Gouvernement Bolivarien du Venezuela

L'Assemblée Générale des Nations Unies (ONU) a ratifié ce 6 décembre la reconnaissance du Gouvernement constitutionnel du Venezuela, dirigé par le président Nicolás Maduro, en renouvelant ses lettres de créance devant cette instance.

«Nous remercions les États membres de cette Assemblée d'avoir accepté nos lettres de créance, rejeté les agressions coloniales contre notre pays et reconnu la volonté de notre peuple», a déclaré l'ambassadeur du Venezuela auprès de l'ONU, Samuel Moncada.

Après le triomphe du président Maduro aux élections de 2018, l'extrême droite - menée depuis Washington - a cherché à créer un État parallèle,

qui cherchait à être présent dans des organisations internationales telles que l'ONU, ce qui contrevient au droit international.

Dans ces conditions, l'ambassadeur Moncada a rappelé que l'Assemblée générale ne peut être utilisée pour ignorer les autorités de ses pays membres ou imposer comme les États-Unis entendent le faire, des «critères sélectifs en matière de démocratie».

De son côté, le Ministre des Affaires Étrangères, Félix Plasencia, a indiqué que cette reconnaissance est «un bain de réalité à ceux qui persistent à donner de l'oxygène à un fantôme politique mourant, avec l'intention de continuer à profiter des avoirs volés au pays».

PHOTO : COURTOISIE

Le Venezuela appelle à renforcer la coopération Chine-Celac

Les pays membres de la Communauté des États d'Amérique latine et des Caraïbes (Celac) sont appelés à consolider le multilatéralisme et à renforcer les relations avec la République populaire de Chine, qui a coopéré à des projets bénéficiant aux pays de la région, a déclaré le ministre vénézuélien des Affaires Étrangères, Félix Plasencia.

Lors de sa participation via la télématique à la IIIe réunion ministérielle du Forum Chine-Celac, le Ministre des Affaires Étrangères a ratifié son appel à soutenir la coopération avec la nation asiatique, puisque les initiatives d'articulation «découlent des besoins communs des pays en développement, sont ouvertes à la consultation sur conditions égales et promettent des avantages partagés».

La Chine a coopéré pour contenir la pandémie de



Covid-19, «en fournissant des vaccins, du matériel médical et même des experts pour échanger des informations», a rappelé Plasencia.

De même, le Venezuela a ratifié son soutien à l'initiative «la Ceinture et la Route» pour renforcer la coopération entre la Chine et l'Amérique latine et les Caraïbes. En outre, il a réitéré la nécessité de créer un Secrétariat général de Celac, proposé par le président Nicolás Maduro lors du dernier sommet des chefs d'État et de gouvernement du bloc, tenu au Mexique en septembre dernier.

PHOTO : MPPRE

LES CAPSULES DES IDÉES

«Engage-toi dans le noble combat pour les droits de l'homme. Tu feras de toi-même une meilleure personne, une grande nation de ton pays et un monde meilleur dans lequel vivre».

Martin Luther King. Washington, le 18 avril 1959

BRÈVES



Condoléances suite au décès de l'ancien Nonce Apostolique

Le Venezuela exprime sa compassion suite au départ physique de Monseigneur Aldo Giordano, ancien Nonce Apostolique, qui a été un compagnon dans les processus de dialogue entre le Gouvernement et l'opposition. Monseigneur Giordano «s'est avéré être un défenseur de la paix et de l'unité. Je demande à Dieu ses bénédictions pour ce chrétien authentique, et beaucoup de force pour sa famille et ses amis», a déclaré le président Nicolás Maduro.

PHOTO : COURTOISIE

Forum Sud-Sud sur les Droits de l'homme

Le Venezuela a pris part au Forum des droits de l'homme Sud-Sud 2021 organisé par la République populaire de Chine. Lors de l'événement, l'ambassadeur de notre pays auprès des agences de l'ONU en Suisse, Héctor Constant, a abordé la confrontation géopolitique multilatérale et la création de concepts de droits humains dont le véritable but est de justifier les attaques contre les nations du Sud.

Pour un plan de lutte des peuples

Un total de 26 organisations ont organisé à Caracas le II Séminaire Politique d'Alba Mouvements - Chapitre Venezuela. Le Ministre des Relations Extérieures, Félix Plasencia, a rencontré les participants de l'événement, à qui il a ratifié son engagement à travailler avec le pouvoir populaire pour la défense de la vérité du Venezuela, la dénonciation du blocus criminel et les luttes sociales de la Grande Patrie.

Retour à la patrie depuis l'Argentine

Sur un vol du « Plan Vuelta a la Patria » -Retour à la patrie-, 187 Vénézuéliens en provenance d'Argentine sont arrivés ce 7 décembre au pays. Depuis sa création en 2018, «La Vuelta a la Patria» a facilité le retour d'un peu plus de 27.700 ressortissants en provenance de 19 pays. Le ministre Félix Plasencia leur a souhaité «un avenir plein de bonheur, de bien-être et de prospérité avec leurs proches».



CONTRE LE BLOCUS



Josep Borrell minimise la responsabilité de l'UE en cas de dommages causés par le blocus

Bien que les États-Unis (USA) soient le principal promoteur du blocus contre notre pays, l'Union Européenne (UE) a également joué un rôle clé dans cette agression brutale. C'est une responsabilité que le Haut Représentant pour les Affaires Étrangères et la Politique de Sécurité du bloc, Josep Borrell, entend minimiser en parlant du Venezuela.

Dans un article, diffusé 9 jours après les élections du 21 novembre, Borrell affirme que «l'UE s'est engagée pendant deux ans à aider à trouver une solution politique à la crise» que vit le pays, en ignorant qu'elle a été provoquée, entre autres, par l'imposition de Mesures Coercitives Unilatérales (MCU), promues tant par le gouvernement américain que par l'UE elle-même.

Dans le cas de l'Europe, ces mesures illégales ont créé des conditions pour la saisie de ressources de l'État vénézuélien, telles que 32 tonnes d'or détenues par la Banque d'Angleterre et 1,7 milliard de dollars bloqués par le Novo Banco de Portugal. Le blocage de ces actifs compromet l'achat de nourriture et de médicaments pour les Vénézuéliens, un contexte et une responsabilité que Borrell ne détaille pas dans son écrit. Grâce à la collaboration de pays frères comme la Chine, la Russie, la Turquie, l'Iran et Cuba, notre pays a pu contourner l'embargo, dans lequel l'UE a une part de responsabilité élevée en maintenant les sanctions dites abusives, qu'elle a reconduites jusqu'en 2022.

A cet égard, le Ministre des Affaires Étrangères, Félix Plasencia, a déclaré : «La meilleure façon de <contribuer> avec le Venezuela est de laisser sans effet les MCU qui font tant de mal à notre peuple. Arrêtez d'agir comme des policiers du monde et occupez-vous des affaires qui concernent les citoyens européens».

PHOTO : COURTOISIE

RÉVOLUTION EN MOUVEMENT



Venezuela enregistre une participation exceptionnelle aux Jeux Panaméricains Junior 2021

Le Venezuela a bien commencé son voyage à Paris 2024, grâce à la performance de ses athlètes aux Jeux Panaméricains Junior Cali Valle 2021, où ils ont remporté 36 médailles : 7 d'or, 8 d'argent et 21 de bronze, résultat qui assure 7 qualification directes aux Panaméricains Santiago 2023.

Pour le Chili, María Yegres (natation), Hender Medina (escrime), Ryan López (athlétisme), Maryelis Yriza (boxe), Astrid Montero (lutte), Willis García (judo) et Fabiola Díaz (judo) ont déjà une place.

Le bilan général de la délégation qui s'est rendue à Cali, composée de 192 sportifs âgés de 14 à 22 ans, est positif. Parmi les 36 médailles, 18 étaient pour des athlètes féminines, parmi lesquelles Yegres, qui, à 16 ans, a remporté quatre médailles : or dans les 800 mètres libres, argent dans les 200 mètres libres et deux bronzes dans les 400 et 1500 mètres libres.

«Je suis très heureuse de ces nouvelles expériences,

ce fut ma plus grande réussite», a commenté la nageuse, en consacrant son exploit au Venezuela.

L'escrimeur Hender Medina, qui a remporté la dernière médaille d'or que le Venezuela a obtenue dans le concours, a également été mis en évidence. «J'avais beaucoup travaillé pour cela, cela a été une année très difficile, mais nous nous sommes préparés à faire de notre mieux», a-t-il dit à une journal vénézuélienne.

Au total, nos jeunes athlètes ont obtenu 9 médailles en combat, 5 en judo et 5 en natation. Ils ont également remporté 4 médailles en escrime, 3 en athlétisme, 3 en haltérophilie y 3 en patinage. En boxe, deux ont été gagnés, une en basket-ball 3x3 et une autre en karaté. Le président de la République, Nicolás Maduro, a salué ces résultats, qui ont placé notre pays à la 11e place pour les médailles remportées : «Nous sommes heureux pour vous tous. Vive le Venezuela!».

PHOTO : COURTOISIE



LE PAYS EN IMAGES

Le Grand Cacique Guaicaipuro

Ce n'est pas en vain que les peuples autochtones qui occupèrent les territoires de l'actuelle ville de Los Teques, au centre nord du pays, lui donnèrent le titre de chef des chefs à Guaicaipuro. Au cours du XVIe siècle, ce grand cacique a regroupé plusieurs leaders

indigènes dans une alliance qui a fait reculer les géocidaires envahisseurs espagnols. Ce 8 décembre, on commémore 20 ans de l'entrée des restes symboliques de ce guerrier au Panthéon National.

PHOTO : COURTOISIE



RACINES HÉROÏQUES



L'indépendance de l'Amérique du Sud fut scellée à Ayacucho

Dans la pampa d'Ayacucho, au centre-sud du Pérou, l'Armée Unie Libératrice a infligé le 9 décembre 1824 une défaite décisive aux troupes royalistes, ce qui a rendu irréversible l'indépendance de l'Amérique du Sud de la domination espagnole.

Les forces dirigées par le général vénézuélien Antonio José de Sucre ont achevé le travail tactique et stratégique commencé le 6 août 1824 avec la bataille de Junín, une autre victoire sur les royalistes, qui étaient sous le commandement de José de Canterac. Après ce combat, les espagnols se dirigèrent vers Cuzco fuyant leurs adversaires, qui maintinrent leurs actions jusqu'à les faire plier définitivement quatre mois plus tard.

Il en est résulté la signature de la capitulation d'Ayacucho, qui prévoit la restitution du territoire, les conditions du retrait des troupes espagnoles, l'amnistie des chefs et officiers emprisonnés dans des actions de guerre, qui ont facilité la libération définitive du Pérou et du Haut-Pérou, aujourd'hui la Bolivie. Ce furent les derniers espaces dominés par les royalistes. Les actions militaires ont été jalousement suivies par Simón Bolívar depuis Lima, la capitale péruvienne. Dans une lettre, il définit cette bataille comme «le sommet de la gloire américaine, et l'oeuvre du général Sucre», reconnu comme Grand Maréchal pour la conduite exemplaire des troupes, qui battirent en une heure «un ennemi parfaitement constitué et habilement commandé».

A Ayacucho, en outre, le cercle vertueux qui a commencé dans les champs de Carabobo le 24 juin 1821 a été fermé, lorsque le Venezuela a scellé son indépendance du joug espagnol et la voie a été ouverte pour que l'Armée Libératrice avance dans l'émancipation de l'Amérique du Sud.

IMAGE : COURTOISIE



LE COEUR D'UN PEUPLE

Un peuple invaincu réaffirme sa loyauté absolue à un Géant

Le 8 décembre 2012, par un discours de 35 minutes, le Commandant Hugo Chávez a préfiguré le panorama des défis et des batailles auxquels le peuple vénézuélien devra faire face au cours des neuf prochaines années. Les temps approchaient pour prouver, désormais sous la direction de Nicolás Maduro, la force de la Révolution Bolivarienne face à l'élan de l'impérialisme, qui cherche à revenir au pouvoir à travers ses agents locaux.

«Il ne manquera pas de ceux qui essaient de profiter des moments difficiles pour maintenir cet engagement en faveur de la restauration du capitalisme, du néolibéralisme, pour mettre fin à la Patrie», a prévenu le leader révolutionnaire dans son dernier discours, où il exhortait à aller de l'avant dans «l'Unité, la lutte, la bataille et la victoire».

L'appel a profondément retenti. Chávez et son élan se sont multipliés dans le peuple vénézuélien pour faire face, avec courage, aux attaques contre l'économie nationale ; la promotion de la violence

comme outil politique, à travers les soi-disant guarimbas, qui ont fait 43 morts en 2014 et plus de 130 en 2017 ; la prétention d'appliquer la politique américaine de «changement de régime» et d'installer une institution parallèle ; sabotage des services publics et un blocus économique brutal, qui a réduit les revenus du Venezuela de 99%.

Neuf ans plus tard, guidés par le Pouvoir Populaire, «nous réaffirmons notre loyauté absolue au projet qu'Hugo Chávez a fondé», a déclaré le Président Nicolás Maduro, qui a réaffirmé que la Révolution Bolivarienne «est vivante, debout, en route vers l'avenir».

L'engagement pour les années à venir, a-t-il ajouté, est de suivre la voie révolutionnaire : «Nous pouvons dire au Commandant Chávez que nous sommes debout et victorieux, mais nous pouvons aussi lui dire qu'il reste encore beaucoup à faire pour consolider cette Patrie du 21 siècle et que nous allons le faire ensemble».

PHOTO : COURTOISIE

LES FAKES NEWS DÉVOILÉES

Twitter révèle ses contradictions contre le Venezuela

Le positionnement des tendances est l'un des principaux objectifs de ceux qui veulent avoir un impact sur Twitter. Certains recourent à des stratégies peu honnêtes, comme les comptes robotisés, tandis que d'autres cultivent le soutien d'utilisateurs qui, en toute conviction, promeuvent des contenus pour faire face à de fausses informations. Mais, pour ceux qui conçoivent et appliquent les politiques de cette plateforme, la défense de la vérité est un acte discrétionnaire.

Un exemple de ces contradictions est le Venezuela : début décembre, Twitter a supprimé 277 comptes d'utilisateurs basés dans notre pays, censurés pour avoir promu des thèmes «de soutien au gouvernement vénézuélien et à ses récits officiels», une décision liée aux sociétés médiatiques identifiées au gouvernement des États-Unis.

Ces actions ne sont pas nouvelles. Entre mars et avril

2020, lorsqu'une campagne d'information a commencé avec l'arrivée de covid-19 dans le pays, Twitter a suspendu les comptes d'autorités, d'institutions et de particuliers qui reproduisaient les mesures et les annonces du gouvernement national. Dans de nombreux cas, il a fallu plus d'un an pour récupérer ces profils, tandis que des campagnes de désinformation sur le système de santé vénézuélien ont été diffusées en même temps et n'ont jamais été interrompues.

Ces mesures arbitraires semblent répondre à la même logique avec laquelle fonctionne le réseau social. Selon une étude réalisée par l'entreprise elle-même, le contenu promu par les secteurs de droite est amplifié sur cette plateforme. La raison? Apparemment, il n'est pas identifié, bien que certains experts indiquent que cela peut se produire en raison d'un biais dans son système d'algorithmes, qui, paradoxalement, est conçu par des humains.